

De la lamentable "pétition" de Philippe de Villiers sur et contre "l'immigration", une analyse critique...

Le titre de la pétition affirme que la France doit être "sauvée". Sauver quelque chose d'une autre chose, c'est agir de telle manière que son existence ne cesse pas : par exemple, ce n'est pas ce qui a été fait pour tant d'habitants de Gaza qui n'ont pas été "sauvés" - et certains d'entre eux sont morts par des armes vendues/données par l'Etat français (le pire fournisseur de, étant, bien entendu, les Etats-Unis). La France et les Français sont-ils comme ces citoyens de Gaza, menacés de mort, ou de disparition ? Qu'est-ce qui peut rendre possible une telle menace, mortelle, pour une population de 67 millions de citoyens, répartis entre un territoire principal, des îles, la Guyane ? Est-ce que l'entrée/installation de x personnes sur le territoire français est susceptible de constituer une telle menace ? Il faut sauver : pourquoi ? Parce que c'est "l'heure de l'urgence vitale", "si nous ne faisons rien, c'est la fin de la France". En 1940, un tel langage aurait pu être, a été, celui des premiers résistants, de De Gaulle à quelques milliers de moins connus, parce que, en effet, l'occupation de la France par l'Allemagne nazie visait à être permanente, et à faire disparaître la France (selon les volontés hitlériennes, déjà exprimées dans son célèbre ouvrage). Mais voilà : si, depuis 1945, l'extrême-droite a opportunément rallié le gaullisme, pour se cacher derrière, c'est l'extrême-droite, avec Pétain, qui a dirigé la France pendant l'occupation, qui a collaboré avec le nazisme, A LA DISPARITION de la France et des Français. Nous voilà donc avec un énième pétainiste dont tant de fidèles, soutiens, rendent publiquement hommage à Pétain, qui prétend nous expliquer pourquoi et comment il faut "sauver la France". Donc, il faut sauver : pourquoi ? Parce que "nous sommes en train de changer de peuplement. Nous sommes en train de changer d'art de vivre. Nous sommes en train de changer de civilisation". En trois phrases, la supposée gravité est identifiée. Or, sommes-nous en train de... changer de peuplement... de changer d'art de vivre...de changer de civilisation ? Il y a 67 millions de citoyens français.

Actuellement, les naissances, par an, dépassent un peu les 600.000 (en 40 ans, les naissances ont diminué de près du quart du montant total atteint au début des années 80), et les décès sont sensiblement équivalents (ils ont augmenté, mais la population totale a augmenté et les facteurs de mortalité, également). En deux ans, plus d'un million de nouveaux citoyens apparaissent, soit 5 millions en 5 ans. Concernant les personnes étrangères qui viennent en France pour y résider durablement, l'INSEE indique que, "entre le 1er janvier 2021 et le 1er janvier 2022, la population résidant en France s'est accrue de 270 000 personnes, dont 80 000 au titre du solde naturel et 190 000 au titre du solde migratoire. En 2021, dans un contexte de poursuite de la crise sanitaire, le nombre d'entrées sur le territoire des personnes non immigrées, nées en France ou nées Françaises à l'étranger, dépasse celui de leurs sorties : contrairement aux années précédentes, leur solde migratoire est positif (+30 000). Celui des personnes immigrées est de +159 000, en légère hausse par rapport à 2020, mais inférieur à son niveau des années précédant la crise sanitaire. En 2022 et 2023, le solde migratoire n'est pas connu mais le nombre d'entrées l'est. L'année 2022 a été marquée par la sortie de la crise sanitaire et par de nombreuses arrivées de personnes originaires de pays européens n'appartenant pas à l'Union européenne, notamment d'Ukraine ou de Russie. Le nombre de personnes immigrées entrées en France pour au moins un an a ainsi atteint un pic (490 000) en 2022". En moyenne, le chiffre annuel est de 200.000 arrivants, hommes, femmes, enfants (ce qui représente un nombre de familles moindre, alors que chaque naissance d'un enfant associe deux familles). En s'en tenant à ces chiffres seuls, les naissances sont supérieures aux nouveaux venus. Mais puisqu'ils sont environ 200.000, soit un million en 5 ans, constituent-ils, tous, ou majoritairement, une « menace » ? Outre le fait que les citoyens avec nationalité sont, évidemment, majoritaires, qu'ils ont, seuls, des droits civiques (dont les « sans papiers » sont privés, pour le plus grand bénéfice de celles et ceux qui les exploitent), l'accroissement démographique de cette population est tellement supérieure à cet accroissement par l'arrivée des nouveaux venus, qu'il n'y a donc, de fait, aucune perspective de « changement de peuplement ». Quid de « l'art de vivre », de la « civilisation » ? Les pratiques culturelles des citoyens sont constantes. Souvent locales, régionales, elles sont identifiées, vécues, transmises, sont plutôt vivaces.

Quant à la « civilisation », langue, culture, mémoires et créations, les nouveaux venus n'empêchent rien du tout - au contraire, puisqu'ils s'y associent, de fait, par volonté, goût, et nombre d'entre eux finissent par contribuer à cette « civilisation », bien plus qu'un vendéen catholique réactionnaire, anti républicain (puisque'il relaie les mensonges sur le « génocide vendéen »). Mais, oui, la « culture française » souffre : de l'américanisation du pays, par l'alliance des libéraux et d'une extrême-droite qui reprend à son compte les discours, les pratiques et les critères américains, par le SOUS FINANCEMENT (une austérité permanente, depuis deux décennies, au moins) de la culture, des créateurs culturels, un SOUS FINANCEMENT largement approuvé, applaudi par l'extrême-droite (sauf quand il s'agit des spectacles du type du fou du Puy). Est-ce que le texte de la pétition met en cause l'américanisation, « culturelle », politique, économique ? Non : elle attribue une menace à des personnes qui, de facto, ne peuvent pas FAIRE un « changement de peuplement » (ni ne le veulent !), ne peuvent pas changer, faire disparaître, un « art de vivre », ni la civilisation française, et la même extrême droite qui ose mettre en cause des personnes non dangereuses soutient des forces et des personnes qui pèsent, elles, dangereusement, sur cet art de vivre et cette « civilisation » ! « Depuis les accords de Schengen qui ont démantelé nos frontières, notre pays n'est plus qu'un hall de gare. Bruxelles a confisqué notre souveraineté, et les gouvernements successifs ont multiplié les pompes aspirantes : regroupement familial sans frein, aides sociales sans condition, régularisations massives. Ainsi s'organise la disparition d'un peuple ». Là encore, l'extrême droite est incapable de ne pas exprimer son mépris pour les personnes « qui ne sont rien », qui passent dans les « halls de gare », comme ceux qui y « résident » parfois, pour y survivre. Comment oser être ainsi méprisant ET réduire la France à un hall de gare ? Ce n'est pas dans les châteaux des amis du « Vicomte » que les pauvres étrangers peuvent être rencontrés, mais des étrangers « nobles » ou enrichis, avec lesquels l'auteur de cette pétition n'a aucun problème. Or nombre d'entre eux pèsent sur ce qui se passe en France : actions capitalistes, spéculations diverses dont l'immobilière, réseaux de corruption. De ces étrangers-là, le Vicomte n'a rien à dire. Si l'UE, en effet, pèse sur et contre les « souverainetés » nationales, « l'harmonie » entre la commission UE et l'extrême-droite n'est plus à démontrer. Mais l'extrême-droite pratique le EN MEME TEMPS, la dénonciation de, et le soutien, l'exploitation de. Oui, nous ne pouvons pas compter sur l'extrême droite pour « pour enrayer cette mécanique infernale de l'effacement national », et, hélas, non, elle ne fait « pas rien », elle n'est pas impuissante, mais complice. Nous savons que nous ne pourrions pas compter sur elle : « Tant que nous resterons prisonniers de ces politiciens » (notamment concernant le sujet de l'immigration »), rien ne changera EN BIEN, mais tout continuera de changer, EN MAL. Oui, Il n'existe qu'une issue : la majorité civique, « le peuple », à condition que celles et ceux qui le composent ne soient pas abusés par des menteurs, des démagogues, ne soient pas artificiellement et activement divisés - or c'est à cela que servent le poison du racisme et du racisme social. Et si, en effet, c'est à la majorité civique de décider, ce n'est pas seulement ou principalement par le référendum (même s'il doit faire partie des moyens de l'expression de cette pensée-volonté), mais par une réforme de la Constitution et des institutions pour que, enfin, la France devienne une démocratie, et une démocratie ni esclavagiste ni impérialiste. Le respect des personnes, des autres peuples, doit être un principe de son architecture, en fait et pas seulement en droit. Les présupposés de cette pétition sont multiples : l'un d'eux est d'affirmer que, PAR PRINCIPE, « l'immigration » (la venue en France de personnes pour y résider, travailler), est mauvaise (surtout quand elle est le fait de personnes non blanches, non chrétiennes, et surtout, arabo-musulmanes...) - mais que les déplacements de Français à l'étranger, y compris pour y pratiquer une même « immigration » n'est pas, elle, problématique. Un autre présupposé est que, pour son présent et son avenir, l'accroissement de la population française n'est ni nécessaire ni bon. Or, dans un monde humain en croissance, la stagnation, la régression de la population française sont aussi celles de son influence dans le monde. L'extrême droite défend une France-château, une France-citadelle, ce qui signifierait qu'elle exercerait un contrôle, politique, social, total, sur la population sise en France. Evidemment, elle n'est pas très loquace sur ses intentions réelles...

Le texte de cette "pétition" :

Sauvons la France : exigeons un référendum sur l'immigration.

Françaises, Français,

Nous sommes à l'heure de l'urgence vitale. L'immigration n'est plus un problème parmi d'autres : c'est la question centrale, celle qui commande toutes les autres. Nous sommes en train de changer de peuplement. Nous sommes en train de changer d'art de vivre. Nous sommes en train de changer de civilisation. Si nous ne faisons rien, c'est la fin de la France.

Depuis les accords de Schengen qui ont démantelé nos frontières, notre pays n'est plus qu'un hall de gare. Bruxelles a confisqué notre souveraineté, et les gouvernements successifs ont multiplié les pompes aspirantes : regroupement familial sans frein, aides sociales sans condition, régularisations massives. Ainsi s'organise la disparition d'un peuple.

Ne comptez pas sur la classe politique pour enrayer cette mécanique infernale de l'effacement national. Elle ne fera rien. Elle est impuissante ou complice. Tant que nous resterons prisonniers de ces politiciens, rien ne changera.

Il n'existe qu'une issue : rendre la parole au peuple. Quand les élites oublient la France, c'est au peuple de rappeler les élites à l'ordre. Il n'y a qu'un seul chemin pour affronter le problème majeur de notre temps — l'immigration, qui nous submerge et nous transforme : le référendum. L'enjeu n'est rien de moins que la survie de la France.

Mais ce référendum, le président ne l'accordera pas de lui-même. Il faudra l'y contraindre. Par la pression populaire. Comme pour la loi Duplomb : une pétition a voulu sauver les abeilles, les oiseaux, les sols. Aujourd'hui, ce sont les Français qu'il faut sauver. Les derniers Français. Avant qu'il ne soit trop tard.

Voilà pourquoi je lance cette pétition. Pour exiger un référendum sur l'immigration. Pour dire haut et fort : « Rendez la parole au peuple ! »

Signez, faites signer, multipliez vos voix. Que ce cri soit si puissant qu'il devienne impossible à étouffer. L'heure n'est plus aux commentaires. L'heure est venue d'agir.

Pour nos enfants. Pour nos morts qui nous regardent. Pour la France éternelle.

Philippe de Villiers